

Le personnel de la Maison départementale des personnes handicapées dénonce un manque de moyens

Les retards dans le traitement des dossiers sont tels qu'en plus des salles réservées, des caisses de documents s'entassent dans certains couloirs de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), sur le boulevard Saint-Michel, à Avignon. C'est ici que, d'ordinaire, sont accueillies les personnes handicapées concernant leurs allocations, leur formation... "Aujourd'hui, certains dossiers datent de 8 mois en arrière. Ce n'était jamais arrivé avant", se désole une salariée.

Des solutions inadéquates au terrain

52 agents travaillent actuellement au sein de la MDPH. Et c'est au niveau de la commission d'évaluation des droits que les problèmes s'entassent. "Aujourd'hui, les agents estiment qu'il faudrait trois ans pour rattraper le retard accumulé", explique Annabelle Pascal, représentante du personnel et secrétaire départementale de la CGT. "En ce moment, on traite ce qui arrive le jour J. Mais les vieux dossiers, eux, continuent à attendre dans le couloir...", poursuit-elle.

D'après les syndicats, en deux ans, entre 2016 et 2018, les demandes ont été multi-



6 000 dossiers en retard, des agents en détresse

D'après le personnel de la Maison départementale des personnes handicapées, il faudrait 3 ans pour combler le retard accumulé dans le traitement de tous les dossiers, trois fois plus nombreux depuis 2016.

/PHOTO C.G.

LE COMMENTAIRE DE SUZANNE BOUCHET ÉLUE À LA SOLIDARITÉ ET AU HANDICAP AU DÉPARTEMENT

"Nous sommes conscients du mal-être"

La présidente de la commission solidarité et handicap du Conseil départemental, Suzanne Bouchet, assure entendre le malaise des agents de la MDPH. "Il y a en effet un énorme retard qui s'accumule, dû à l'explosion des demandes. L'un des problèmes majeurs est effectivement le manque de médecins. Nous envisageons très sérieusement une augmentation du salaire pour attirer d'avantage. Nous travaillons également à faire venir des internes en médecine", ex-

plique-t-elle.

Concernant les décisions qualifiées de "prises dans l'urgence" par le personnel, l'élue assume: "Cela a un peu bousculé les habitudes. Nous avons réorganisé la distribution des dossiers. Avant, chaque agent avait un portefeuille de dossiers classés par commune. Cela était inégalitaire. Nous avons donc mieux réparti, ce qui a augmenté la charge pour certains. Nous avons également mis en place un tableau de bord pour suivre

l'avancée de chaque dossier. Une fois que le retard sera résorbé, nous associerons évidemment les agents pour réfléchir à la réorganisation, car il faut être serein pour réorganiser. Nous accueillons déjà leurs suggestions sur un site internet anonyme. Nous attendons aussi que l'État assume ses obligations, une demande a été formulée en ce sens. Nous sommes conscients du mal-être des agents, qui ont tous un grand sens du service public, et dont nous respectons le travail". C.G.

pliées par trois. "Il aurait donc fallu multiplier les effectifs par trois aussi!", affirme Philippe Garcia, représentant du personnel CGT.

Concernant la réponse de la collectivité face aux revendications, les représentants du personnel regrettent des mesures d'urgence, inadaptées au réel besoin des agents. "Nous avons pu avoir 5 personnels contractuels en plus, mais ces emplois ne sont pas pérennes et les agents n'ont pas été formés suffisamment. De plus, pour avancer sur les dossiers, on a fermé l'accueil de la MDPH une demi-journée supplémentaire, sans prévenir les usagers. Elle n'est donc ouverte que 4 demi-journées par semaine, poursuit Annabelle Pascal. Il faut écouter le personnel. Ils ont des choses à dire. Ils savent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas".

La pénurie de médecins touche aussi la structure

Aujourd'hui, seuls deux médecins sont salariés de la structure, contre 4 auparavant. Leur rôle est essentiel puisqu'ils doivent intervenir pendant l'évaluation du dossier. "Le Département compte essayer de proposer des salaires plus attractifs et réfléchit aussi à faire venir d'autres professions médicales, comme des infirmières".

Vendredi matin, une réunion extraordinaire en présence des représentants du personnel CGT, FSU et CFDT, ainsi que ceux de la collectivité s'est tenue, afin d'évoquer ces problèmes et mettre en avant le mal-être des agents, qui, malgré tous leurs efforts, ont le sentiment de ne pas faire correctement leur travail et de délaisser les usagers.

Cyrielle GRANIER